



COMMUNE DE LAMBESC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

|                                     |    |
|-------------------------------------|----|
| Effectif du Conseil Municipal       | 29 |
| Conseillers en exercice             | 29 |
| Qui ont pris part à la délibération | 29 |

SEANCE DU  
06 JUILLET 2022

|                            |  |
|----------------------------|--|
| Transmission en Préfecture |  |
| Date Réception             |  |

Le six juillet deux mille vingt deux, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de LAMBESC a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Bernard RAMOND, et à la suite de la convocation faite par Monsieur le Maire le trente juin deux mille vingt deux et ce conformément aux articles L 2121-10, L 2121-12, L 2121-17 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**PRESENTS :** Bernard RAMOND, Claire BLANC, Jean-Jacques DECORDE, Martine CHABERT, Louis-Hervé TRELLU, Fabienne RAMOND, Jacques GAÏOLI, Dominique PELLEGRIN, Alain ARIA, Bernard MAYER, Joëlle BENAZET, Bruno BRETON, Violette ROMERA, Hubert BACHELARD, Jocelyne PASTOR, Yvon CASTINEL, Hervé SUGNER, Sylvie PORRY, Karen LECLUSE, Anne-Laure JOLY, Hélène ALLIETTA, Corinne ARCHAMBAULT, Kellie CARMET, Jean-Michel CARRETERO, Valérie FARGIER, Philippe BERNARD, Magalie TRAMIER

**REPRESENTES :** François BERGA à Corinne ARCHAMBAULT, Diana PELLETIER à Claire BLANC

**SECRETARE DE SEANCE :** Anne-Laure JOLY

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| DELIBERATION<br>N° 2022-072 | <b>Urbanisme</b><br><br>Acquisition auprès de Mme Odile FELIX d'emprises à détacher des parcelles cadastrées Section CO numéro 539 et numéro 541 dans le cadre de l'aménagement de l'ancien chemin de Berre |
|-----------------------------|---|

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.12241-1 relatif à la gestion des biens et aux opérations immobilières ;

**VU** le Code de la voirie routière et notamment les articles L112-1 à L112-8 relatifs au plan d'alignement ;

**VU** le Code Général de la Propriété des personnes Publiques et notamment l'articles L1111-1 ;

**VU** l'article L.1211-1 du code général de la propriété des personnes publiques, et les articles L.1311-9 et L.1311-10 du code général des collectivités territoriales relatifs à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'Etat dans le cadre d'opérations immobilières ;

**VU** la délibération n° 2019-018 du 20 mars 2019 portant demande de classement dans le domaine public communal du chemin dénommé « ancien chemin de Berre » ;

**VU** l'arrêté n° 2021-001 du 29 mars 2021 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique dans le cadre de la procédure d'alignement de l'ancien chemin de Berre ;

**VU** le projet de plan général d'alignement établi par Monsieur Jérémy VAGNÉ, Géomètre Expert ;

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 15 juillet 2021, portant avis favorable sans réserve au projet d'alignement de l'ancien chemin de Berre ;

**VU** les courriers de la Ville du 31 décembre 2021 et du 03 mars 2022, portant proposition d'acquisition foncière à Madame Odile FELIX ;

**VU** le courrier d'acceptation du 12 avril 2022 de Madame Odile FELIX sur les conditions de la vente ;

**CONSIDERANT** que cette acquisition ne faisant pas partie d'une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à 180 000€, un avis des domaines n'est pas nécessaire,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de procéder à l'aménagement de l'ancien chemin de Berre,

**CONSIDERANT** l'intérêt public d'une telle acquisition foncière,

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la Commune souhaite procéder à l'aménagement de l'ancien chemin de Berre. Le but est d'accompagner l'urbanisation de ce secteur en offrant une voie de qualité. Les objectifs sont d'améliorer et sécuriser la circulation automobile mais également les déplacements en modes doux et assurer une meilleure gestion de l'écoulement des eaux pluviales.

Pour se faire, par délibération en date du 20 mars 2019 susvisée, le Conseil Municipal a demandé le classement dans le domaine public de l'ancien chemin de Berre, ainsi que l'établissement du plan d'alignement permettant de déterminer les acquisitions nécessaires pour l'aménagement de cette voie. La procédure d'alignement communal a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 15 juin 2021.

Le commissaire enquêteur a émis, le 15 juillet 2021, un avis favorable sans réserve ni prescription. Sur la base de ce plan d'alignement, des propositions d'acquisition ont été transmises le 31 décembre 2021 aux riverains dont le terrain est impacté par le projet d'aménagement pour un montant de 6 €/m<sup>2</sup>, la commune prenant à sa charge les frais d'actes notariés et de géomètre.

Par courrier en date du 4 avril 2022 Madame Odile FELIX a donné leur accord pour céder à la commune 93 m<sup>2</sup> à soustraire de la parcelle cadastrée section CO n°539, pour un montant de 558 € et 56 m<sup>2</sup> à soustraire de la parcelle cadastrée section CO n° 541 pour un montant de 336 €.

**Après en avoir délibéré**  
**LE CONSEIL MUNICIPAL**

- **DECIDE** d'acquérir auprès de Madame Odile FELIX une emprise de 93 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CO n° 539 située quartier « Boimeau Ouest », pour un montant de 558 € soit 6€/m<sup>2</sup>
- **DECIDE** d'acquérir auprès de Madame Odile FELIX une emprise de 56 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CO n° 541 située quartier « Boimeau Ouest », pour un montant de 336 € soit 6€/m<sup>2</sup>
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou en cas d'empêchement Madame la 1<sup>ère</sup> Adjointe, à signer tous documents nécessaires à la conclusion de cette transaction, et notamment l'acte authentique
- **CHARGE** l'Etude GRIMAL-SABATIER, notaire à Lambesc, de rédiger les actes notariés
- **PRECISE** que les frais de notaire, d'enregistrement et de géomètre seront pris en charge par la Commune
- **PRECISE** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le requérant peut former son recours soit par voie postale au greffe de la juridiction, soit par voie électronique, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce délai, il peut être présenté un recours administratif auprès de la commune, prorogeant le délai de recours contentieux

**La présente délibération est adoptée à l'unanimité,**

**Délibéré à Lambesc les jour, mois et an que dessus.**



**Le Maire de Lambesc,**

**Bernard RAMOND**